LE CRESCENT.

JOURNAL OFFICIEL
DE LA
VILLE CONSOLIDÉE DE LA NOUVELLE ORLÉANS

RAPPORT OFFICIEL.

CONSEIL DES ASSISTANS-ALDERMEN.

MARDI, 21 Septembre 1852.

L'appel est fait à six heures et demie P. M. et constate la présence des membres dont les noms suivent :

MM. Andrews, Bailey, Barthe, Dolhonde, Lanata, Lusto, Mackey, Philbrick, Place, Stewenssen, Stetson, Summers, Sykes, Watkins et Willson—14.

Son Honneur du Président, M. Watkins est appelé au fauteuil.

Sur sa demande de la lecture des journaux des quatre séances.

Lecture est faite du message suivant du maire, sur les parties relatives aux aliénés indigents, sur la base de la représentation sont référées au comité judiciaire ; celle relative au recensement, au comité de finances ; et celle relative à la réparation des marchés, au comité de police :

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS, 21 septembre 1852.

A l'Honorable Président et MM. les Membres du Conseil des Aldermen et du Conseil des Assistants-Aldermen de la Ville de la Nouvelle-Orléans.

MESSIEURS : Au sujet des aliénés actuellement enfermés à la Geôle de Police, et auxquels j'ai déjà fait allusion dans mon dernier message, je soumettrai à votre Honorable Corps l'idée de requérir l'avocat de la Corporation de prendre les mesures légales nécessaires pour en faire transporter une partie à l'Asyle de Jackson.

Sans compter les dépenses que coûte à la ville l'entretien d'un refuge temporaire pour ces infortunés, il est inutile d'espérer qu'on puisse garnir à les soulager sans les moyens convenables ; aussi, je vous soumets les noms de ceux de ces malheureux dont la maladie est d'un caractère grave, et je crois qu'il serait prudent de les envoyer à Jackson dans le plus bref délai possible :

Allen Hogan, âgé de vingt-cinq ans, native d'Irlande.

Mary Jane Dean, âgée de vingt-trois ans, native du Missouri.

Simon Weber, âgée de vingt-deux ans, native d'Allemagne.

Emily, —, native de la Louisiane.

Lenora Harris, dont l'âge et le lieu de naissance sont inconnus.

Parmela, f. c. l., dont l'âge et le lieu de naissance sont inconnus.

Henry Baudon, natif d'Allemagne.

Mary Finney, âgée de vingt-cinq ans, natif d'Irlande.

John O'Brien, âgé de vingt-huit ans, natif d'Irlande.

Teresa Burns, âgée de vingt-deux ans, natif d'Irlande.

Peter Linen, âgé de vingt-un ans, natif d'Irlande.

Yelrick Royden, natif d'Irlande.

John Cooper, âgé de vingt-trois ans, natif de Hollande.

John Tate, âgé de quarante-cinq ans, natif de la Caroline du Sud.

Diane ou Vane, âgée de vingt-huit ans, native d'Allemagne.

A cette occasion pour soumettre à votre approbation deux réglemens que j'ai cru devoir ajouter à ceux qui règlent le département de la police de la ville.

Comme nous veillà à l'époque de l'année où l'entretien se s'occupe de peindre, laver et nettoyer les divers marchés de la ville, je prendrai la permission de recommander à votre Honorable Corps de faire exécuter ce travail aussitôt que possible.

J'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli la requisition du recensement du premier district, ainsi qu'il a été pris par les commissaires dûment nommés MM. John Jay Osborne et C. L. DeBrottan, d'après lequel il appert que la population totale de ce district est de 57,476, à savoir : 48,686 blancs, 2,225 personnes de couleur libres, et 6565 esclaves. Les retours détaillés, conformément à la loi, ont été déposés à mon bureau.

Le recensement des quatre districts étant achevé, constate le fait heureux que la population de la ville a augmenté de plus de 11,000 âmes depuis 1850, ainsi que le prouve le recensement fédéral pris dans le courant de cette année. Le nombre d'habitans à la Nouvelle Orléans et Lafayette (en supposant que la population du quatrième district n'ait pas varié) était alors de 130,025, tandis que les retours d'aujourd'hui constatent une population de 145,443. Cette rapide augmentation, dans la courte période de deux ans, parle beaucoup en faveur de la prospérité de notre ville bien-aimée, et serait un motif de plus—s'il en était nécessaire—de persister dans la voie que nous avons ouverte et qui est destinée, dans un temps que j'aime à croire prochain à nous rapprocher de nos loi-sins voisins et à augmenter, d'année en année notre commerce, notre grandeur et nos richesses.

En terminant, il est de mon devoir de référer votre Honorable Corps à la 7me section de la charte qui déclare, qu'après l'achèvement du recensement, le Conseil de la ville s'occupera de diviser la représentation parmi les différents districts et wards, conformément au nombre de votans qui y résident.

J'ai l'honneur d'être très respectueusement votre obéissant serviteur,

A. D. CROSSMAN, Maire.

Lecture est faite du rapport semi mensuel du Trésorier comme suit :

RAPPORT SEMI-MENSUEL DU TRÉSORIER.
VILLE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

DOIT.

A balance au dernier rapport....	$ 151 04
Montants reçus depuis savoir :	
Municipalité No 1	81 87
Municipalité No 2	844 44
Ville de Lafayette	906 37
Cimetières	335 50
Taxes, 1851	173 00
Taxes, 1852	50
Licences	112 74
Droits de terres	5,962 17
Droits de pesage	787 44
Marchés	119 00
Pompes, etc	515 00
Droits de terre	880 19
Remboursement de pavage	368 68
Cash etc	2,875 09
Licences	70 00
Licences de bière	50 00
Drays, charrettes, etc	239 00
Barrières et colporteurs	70 00
Taxe sur capital 1851	111 00
Rues	22 50
	$14,835 44

AVOIR.

Déboursé pour compte de :	
Dépenses	424 32
Cash	900 00
Travaux de ville	122 50
Chauffage	78 81
Dépôts de chaînes	288 00
Recensement	775 52
Elections	28 08
Compagnies d'incendie	925 00
Compagnies militaires	260 00
Maisons de refuge	225 30
Maisons de refuge des filles	99 96
Police	810 04
Bureau du bureau	100 00
Travaux publiques	1,815 28
Police	237 40
Police	549 50
Presses foncières	400 00
Pompes	353 33
Cash	1,595 58
Rues	76 68
Maison de travail	718 33
Cloux et Levées	47 87
	$10,912 44
Balance en mains, ce jour	3,923 00
	$14,835 44

Nouvelle-Orléans, ce 15 septembre 1852.

W. H GARLAND, Trésorier.

Une communication du contrôleur, notifiant le Conseil de l'adjudication de divers contrats, est lue et référée conjointement aux comités de finances et des rues et débarcadères.

Une pétition de L. P. Catoir, demandant l'usage de la Place d'Armes pour une exhibition de tous d'artifice, et une autre des résidents de ce voisinage, en faveur de cette demande, ayant été lues,

M. Place propose de les référer au comité de Police.—Rejeté.

M. Lanata propose de les référer aux délégués du second district, avec pouvoir d'agir.—Adopté.

M. Andrews demande la suspension des règlements pour présenter une résolution accordant cette permission, mais la suspension est rejetée et le Conseil passe outre.

MM. Forbes et McCormack entrent et prennent leurs sièges.

Une pétition de Thomas Colgen, relativement aux dommages qui lui ont été faits pour la somme de $5,280 ; de Mme Susan Fross, demandant qu'on lui remboursa une amende payée pour infraction aux ordonnances ; de divers citoyens en faveur de cette demande ; et de Juan de Egani, demandant qu'on discontinue certain procès qui lui a été intenté pour paiement de taxes etc., —lues et référées au comité des réclamations.

De la compagnie d'incendie Franklin No 11, demandant une appropriation de $781 80 pour payer des tuyaux, etc. ; de la compagnie Protection No 19, demandant une appropriation de $1,000 pour acheter une pompe ; et de la compagnie Red Rover No 16, demandant le renouvellement de sa charte — lues et référées au comité d'incendies.

De Chas. McLaughlin, demandant la permission de vendre à l'encan, à l'encoignure des rues de la Commune et du Cirque, des chevaux, bœufs et autres animaux, le mercredi et le samedi,—lue et référée au comité de Police.

De Thos. W. Laster, demandant une compensation en qualité d'officier de santé ; de Victor Déjoux, demandant une compensation pour avoir fait le recensement des écoles du quatrième district ; et de Wm. Reed, demandant une compensation pour le temps pendant lequel il a servi de secrétaire au Conseil des Assistans-Aldermen, lues et référées au comité de finances.

De Joseph Boyer, assistant wharfinger le troisième district, demandant une compensation extra pour ses services ; de Michael Garvin et Philippe Druman, demandant que le trésorier soit autorisé à leur émettre des certificats pour ouvrages faits d'après contrat ; de divers citoyens, résidents et propriétaires du quatrième district, faisant ressortir les avantages que l'on retirera en réservant exclusivement ce district pour le débarquement de tous les chalands, excepté dans certains cas, et demandant qu'une ordonnance soit passée à ce sujet,—lues et référées au comité des rues et débarcadères.

Une pétition de divers résidents et propriétaires du troisième district, faisant savoir que le quartier compris entre Esplanade, Bons Enfans, Champs-Elysées et Claiborne, [les rues perpendiculaires aussi bien que les rues parallèles au fleuve,] a besoin de réparation, et demandant qu'on prenne des mesures à ce sujet, étant lue,

M. Barthe propose de la référer à la délégation du troisième district.—Rejeté.

Et, sur motion, elle est référée du comité des rues et débarcadères.

COMITÉS PERMANENTS

M. Place, au nom du comité de finances, présente la résolution suivante qui, sur dispense des règles, est lue une seconde fois et adoptée :

Résolu que le trésorier paie les sommes suivantes sur le mandat du contrôleur, à savoir :

J. B. Correjolles, pour transport d'animaux morts, venant du fleuve, etc., second district, quatorze piastres et cinquante sous.

F. Weber, pour transport d'un pupitre au bureau du commissaire des rues, quatrième district, une piastre et demie.

J. H. Maddox, pour annonce de 2,211 noms de contribuables en retard, cinq cent cinquante deux piastres et soixante quinze sous.

H. Williams, pour réparation de pendules dans le bureau du recorder, huit piastres et cinquante sous.

J. H. Maddox, pour annonce d'esclaves, seize piastres.

P. Green, pour réparations de lampes, quatrième district, deux cent soixante une piastres et cinq sous.

H. Wolthart, un mois de salaire comme lampiste, omis dans le compte d'août, trente-cinq piastres.

T. J. Wilkinson, enquêtes, dix-neuf cent soixante deux piastres.

B. Laborde, pour cercueils destinés aux pauvres, du 23 juin au 2 septembre, quinze piastres

P. Canel, pour réparations au corps-de-garde second district, cinquante piastres.

J. H. Maddox, publication des procédures du Conseil des Assistants-Aldermen, quatre cent une piastres et cinquante cinq sous.

A. Brusié, pour fournitures destinées au département de la police, second et troisième district, cent cinquante sept piastres et cinq sous.

Wm McCracken, pour chaises, pupitres etc., pour le chef de la police et le bureau de police du second district, cent vingt-huit piastres et cinquante sous.

Dr Polwell, pour enquêtes, cinquante piastres.

J. B. Fitch, vingt barils de charbon à l'usage des écoles publiques, quatrième district, vingt piastres.

P. Hayes, pour divers fournis au commissaire des rues, dix piastres et trente sous.

E. A. Michel, pour divers fournis au Conseil des Aldermen, dix huit piastres.

Paul Boxell, pour avoir fourni des gargousses pour le canon du soir, juillet et août, trente une piastres.

J. Rogers pour transport de malades à l'hôpital de charité, soixante neuf piastres.

Wm Aborn, pour transport de drays et charrettes dans la rue, vingt-neuf piastres.

T. P. Williams, pour annonces dans le True Delta, payées par lui, sept piastres.

F. Morgne, pour sept douzaines de balais, une piastre et vingt sous.

C. C. Weingart, pour divers fournis au bureau du commissaire des rues, trente-six pinettes et dix sous.

Jno Blaffer et Co., pour réparations aux lampes etc, premier district, deux cent soixante une piastres et vingt sous.

A. Chenville, pour rafraîchissements fournis à l'élection du shérif et du maire, et celle des Aldermen, le 12 avril dernier, quarante-cinq piastres.

L'appel nominal réclamé sur l'adoption définitive de la résolution qui précède, elle est unanimement adoptée,

M. Place, au nom du même comité, présente les rapports et les résolutions qui suivent, lesquels, sur dispense des règles, sont lus une seconde fois et adoptés.

Le comité de finances, auquel avait été référée la communication de Davis, Graham, Martin et McLanathan, demandant un changement dans leur cautionnement, ne voit aucune objection à leur accorder cette demande et présente la résolution suivante :

L. H. PLACE,
J. LANATA,
THOS G. MACKEY.

Résolu que le contrôleur soit par la présente requis de délivrer à MM. Davis, Graham, Martin et McLanathan, les bons de l'ex première municipalité, s'élevant à douze mille piastres ($12,000) déposés par eux comme cautionnement mutuel, aussitôt qu'ils lui auront remis en échange un cautionnement signé par MM. A. M. Laughlin, Jacob Melki, et Winder Dow, pour la même somme.

Le comité de finances, auquel avait été référée la communication de F. M. Andrews, second lieutenant de police du quatrième district, offrant pour ses cautions David S. Davees, Dr James Jones et David Adams, rapporte qu'il croit le cautionnement suffisant et recommande l'adoption de la résolution suivante :

L. H. PLACE,
J. LANATA,
THOS G. MACKEY.

Résolu que D. L. Davees, David Adams et Dr Jas Jones soient et demeurent acceptés comme caution de F. M. Andrews, second lieutenant de la police du quatrième district.

Le comité de finances recommande d'accepter M. Peter Kaiser comme caution de S. Newburger, clerc du recorder du quatrième district, et présente la résolution suivante :

L. H. PLACE,
J. LANATA,
THOS G. MACKEY.

Résolu que Peter Kaiser soit et demeure accepté comme caution de S. Newburger, clerc du recorder du quatrième district.

Le comité de finances, auquel avait été référée la communication de O. DeBuys, contrôleur, offrant Buxton Layton, Esq., comme caution de son premier commis, M. Chs S. Lee, recommande que la dite caution soit acceptée et la résolution suivante adoptée :

L. H. PLACE,
J. LANATA,
THOS G. MACKEY.

Résolu que Buxton Layton soit et demeure accepté comme caution de Chs S. Lee, premier commis du contrôleur.

Résolu que toutes réclamations contre la corporation pour les travaux extra qui ont rapport aux contrats, ne seront pas comprises dans les certificats du voyer aux contractants, mais des comptes séparés seront présentés au Conseil de Ville.

M. Place, au nom du même comité, présente la résolution suivante comme substitut à la résolution du Conseil des Aldermen, relative au contrôleur et aux travaux sans contrats ; et les réglements étant suspendus, elle est lue une seconde fois et adoptée :

Résolu qu'à dater de la passation de cette résolution le contrôleur, en contrôlant les comptes pour travaux exécutés par contrats pour l'une quelconque des ex-municipalités, ou l'ex-ville de Lafayette, et payables en bons ou billets portant intérêt, pourra émettre des mandats à vue sur le trésorier.

Le même membre, au nom du même comité, présente le substitut suivant à la résolution du Conseil des Aldermen autorisant le contrôleur à contrôler le compte de Patrick Fox ; et les réglements étant suspendus, il est lu une seconde fois et adopté :

Résolu que le voyer émette les certificats suivants, à savoir :

Patrick Fox, pour confection du pavage en blocs de pierres carrés de la rue Tchoupitoulas, d'après son contrat, pour mille piastres et soixante sept sous.

James M. Forgay, pour pavage en blocs de pierres carrés des deux côtés du marché Lafayette pour la somme de quatre mille trois cents piastres et cinquante sous.

L'appel nominal, réclamé sur l'adoption définitive de la résolution qui précède, donne le résultat suivant :

Oui : MM. Bailey, Barthe, Dolhonde, Forbes, Lanata, Lusto, McCormack, Mackey, Philbrick, Place, Stewenssen, Stetson, Summers, Sykes, Watkins et Willson—16.

Non : M. Andrews—1.

M. Bailey au nom du comité des rues et débarcadères, présente le rapport suivant qui est reçu :

Le comité des rues et débarcadères demande à rapporter relativement aux questions suivantes qui lui avaient été référées :

Relativement au message du maire, et à la pétition des propriétaires demandant la construction d'un pont sur le nouveau canal à Pinterseection de l'Avenue Carrollton, vers l'extrémité du chemin à coquilles de la rue de la Commune —votre comité rapporte favorablement et croit que depuis longtemps la ville souffre de l'absence de ce pont nécessaire aux propriétaires depuis que le chemin a été ouvert jusqu'à cet endroit ; en conséquence, il recommande l'adoption de la résolution ci-jointe.

Il vous offre également une résolution qui mettra à exécution les recommandations du maire, ainsi que celles du voyer, et qui sera en même temps conforme au désir exprimé par la pétition de nombreux propriétaires qui ne sont pas traités convenablement, car ils sont taxés pour le maintien du gouvernement de la ville et n'en reçoivent aucun avantage. Ils sont entièrement privés de leurs propriétés, attendu qu'ils ne peuvent que difficilement y parvenir, et que le député voyer ne peut même pas leur donner leur alignement.

Relativement à l'abandon du contrat pour le pavage en blocs de la rue Tchoupitoulas, adjugé à C. Connell, votre comité recommande que ce désistement soit accepté, car il pense que ce serait une injustice envers M. Connell que de le forcer à accepter une adjudication après un laps de temps si long, soit, six mois environ. Votre comité présente une résolution à ce sujet.

Relativement à la lettre du commissaire des rues au sujet des canots qui obstruent le canal Melpomène, votre comité recommande l'adoption de l'ordonnance fqu'il rapporte et qui a pour but d'empêcher cette nuisance.

Relativement au rapport du voyer au sujet de la confection du pavage en blocs carrés de la rue Tchoupitoulas, depuis la rue Roffignac jusqu'à la rue Robin, et les mesures prises pour l'assainissement de la levée dans le quatrième district, votre comité présente une résolution approuvant sa conduite dans cette circonstance et l'autorisant à faire paver un îlet de plus, ce qui donnera l'avantage de voir la rue débarrassée des pierres qui l'encombrent, au grand inconvénient du commerce d'alentour. Votre comité présente aussi une résolution autorisant la vente du contrat pour paver le reste de la rue jusqu'à la ligne supérieure du premier district.

Relativement au message du maire, au sujet de l'approvisionnement de l'eau, votre comité recommande la nomination d'un comité spécial de trois qui s'entendra avec un comité semblable déjà nommé par le Conseil des Aldermen.

Relativement à la pétition des propriétaires demandant des banquettes en bois dans la rue Bolivar, depuis la rue Gravier jusqu'à la rue de la Commune, votre comité recommande que le voyer soit autorisé à faire le dit ouvrage, attendu que le coût est une bagatelle, et que les dits trottoirs sont très nécessaires aux habitans pour se rendre chez eux.

N. E. BAILEY
J. LANATA
S. W. PHILBRICK,
R. B. SYKES.
T. B. DOLHONDE

Les résolutions suivantes, présentées par M. Bailey, au nom du Comité des rues et débarcadères, sont lues deux fois, sur dispense des règlements et distinctement adoptées.

Résolu que le Contrôleur soit et demeure autorisé à vendre à l'encan au rabais, après dix jours d'avis, le contrat pour la construction d'un pont sur le Canal de la Compagnie du Nouveau Canal et de la Banque, à l'intersection de l'Avenue Carrollton, l'ouvrage devant être exécuté conformément au plan et aux spécifications enregistrés au bureau du voyer ;—la vente sera sujette à l'approbation du Conseil.

L'appel nominal, réclamé sur l'adoption de la résolution qui précède, elle est unanimement adoptée :

Résolu que la vente du contrat adjugé par le maire le——jour de Mars, au nom de la Seconde Municipalité de la Nouvelle Orléans, à Chrisiy Chanell, pour le pavage en blocs carrés de la rue Tchoupitoulas, soit et demeure annulée ; et le dit Christy Connell relevé de son engagement conformément à sa lettre du 9 Août.

L'ordonnance suivante, présentée par M. Bailey, au nom du même comité, est lue deux fois, sur dispense des règles :

Qu'il soit ordonné par le Conseil de Ville de la Nouvelle Orléans—Qu'à dater de la passation de cette ordonnance il ne sera permis à personne de se servir d'une pirogue, d'un canot ou toute autre embarcation sur les canaux entretenus par ou appartenant à la Corporation pour le desséchement de la ville, sous peine d'une amende de dix piastres pour chaque contravention, et la forfaiture du dit canot ou de la dite pirogue trouvée dans les dits canaux.

Qu'il soit de plus ordonné que toute personne qui détruira méchamment l'une quelconque des levées de protection faites par ou appartenant à la Ville, sera passible d'une amende qui ne sera pas moindre de vingt-cinq piastres et qui n'excèdera pas cent piastres, recouvrable pardevant toute cour de juridiction compétente.

M. Mackey demande à amender en exemptant le Quatrième District des dispositions de cette ordonnance—Rejeté par le vote suivant :

Oui :—MM. McCormack, Mackey, Summers, Sykes et Watkins—5.

Non :—MM. Andrews, Bailey, Barthe, Dolhonde, Forbes, Lanata, Lusto, Philbrick, Place, Stewenssen, Stetson et Willson—12.

Sur motion de Mr. Place, la plus ample considération de l'ordonnance est ajournée.

M. Bailey, au nom du même comité, présente la résolution suivante qui sera prise en considération plus tard :

Résolu que le Contrôleur soit et demeure autorisé à vendre à l'encan, après dix jours d'avis, le contrat pour couper et enlever le bois, et creuser les fossés des rues qui se suivent depuis la rue Galvez jusqu'au côteau de la Métairie. L'ouvrage sera fait conformément aux plans et spécifications enregistrés au bureau du voyer, les contractans devant avoir la jouissance du bois. La vente sera sujette à l'approbation du Conseil.

La résolution suivante, présentée par M. Bailey, au nom du même comité, est lue deux fois sur dispense des règlements :

Résolu que la conduite du Voyer, qui a fait faire le pavage en blocs carrés de la rue Tchoupitoulas, depuis la rue Roffignac jusqu'à la rue Robin, pendant le recès de ce Conseil, soit et demeure approuvée ; et qu'il soit et demeure par la présente autorisé à prolonger le pavage d'un îlet de plus, soit de la rue Robin à la rue de la Course.

M. Andrews demande à diviser la question "approuvant la conduite du Voyer" de celle "l'autorisant à poursuivre le travail"—Rejeté.

Et la question étant sur la motion faite par M. Bailey d'adopter la résolution, l'appel nominal est réclamé et donne le résultat suivant :

Oui—MM. Bailey, Barthe, Dolhonde, Forbes, Lusto, McCormack, Philbrick, Stetson, Summers, Sykes, Watkins et Willson—12.

Non—MM. Andrews, Lanata, Mackey, Place et Stewenssen—5.

La résolution est déclarée non adoptée, d'après les restrictions de la 18ème section de l'Acte de Consolidation.

M. Stewenssen demande à reconsidérer le vote sur l'adoption de cette résolution—Adopté.

La résolution étant de nouveau devant le Conseil, M. Andrews propose de diviser la question "approuvant la conduite du Voyer" de celle "l'autorisant à poursuivre le travail"—Adopté.

M. Bailey demande l'adoption de la première clause de la dite résolution, approuvant la conduite du voyer, ce qui prévaut par le vote suivant :

Oui—MM. Andrews, Bailey, Barthe, Dolhonde, Forbes, Lanata, Lusto, McCormack, Mackey, Philbrick, Stewenssen, Stetson, Summers, Sykes, Watkins et Willson—16.

Non—M. Place—1.

Le reste de la résolution étant devant le Conseil, M. Bailey en demande l'adoption, ce qui prévaut par le vote suivant :

Oui—MM. Bailey, Barthe, Dolhonde, Forbes, Lanata, Lusto, McCormack, Philbrick, Place, Stetson, Summers, Sykes, Watkins et Willson—14.

Non—MM. Andrews, Mackey et Stewenssen—3.

Conséquemment la dite résolution est adoptée comme elle avait été présentée.

M. Bailey, au nom du Comité des Rues et Débarcadères, présente la résolution suivante qui est lue deux fois, sur dispense des règlements :

Résolu que le contrôleur soit et demeure autorisé à vendre à l'encan, après dix jours d'avis, le contrat pour la confection du pavage en blocs carrés de la rue Tchoupitoulas, depuis la rue de la Course jusqu'aux limites supérieures du Premier District, la ville devant fournir les pierres. La vente sera sujette à l'approbation du Conseil.

M. Place propose d'amender en ajoutant : "Le paiement sera effectué avec tout argent dans le trésor non-autrement approprié"—Adopté.

La résolution, ainsi amendée, est adoptée par la voie suivante :

Oui ; MM. Bailey, Barthe, Dolhonde, Forbes, Lanata, Lusto, Philbrick, Place, Stetson, Sykes, Watkins et Willson—12.

Non—MM. Andrews, McCormack, Mackey, Stewenssen et Summers—5.

M. Forbes demande à reconsidérer le vote sur l'adoption de cette résolution—Adopté.

La résolution étant de nouveau devant le Conseil, M. Bailey demande à reconsidérer le vote sur la motion d'amender la dite résolution —Adopté par le vote suivant :

Oui—MM. Bailey, Barthe, Forbes, Lanata, Lusto, McCormack, Philbrick, Summers, Sykes, Watkins et Willson—11.

Non—MM. Andrews, Dolhonde, Mackey, Place, Stewenssen et Stetson—6.

Le dit vote ayant été reconsidéré, M. Summers propose d'effacer l'amendement—Adopté par le vote suivant :

Oui—MM. Bailey, Barthe, Lusto, McCormack, Philbrick, Stetson, Summers, Sykes, Watkins et Willson—10.

Non—MM. Andrews, Dolhonde, Lanata, Mackey, Place et Stewenssen—6.

Sur motion, la plus ample considération de cette résolution est ajournée.

La résolution suivante, de M. Bailey, rapporteur du Comité des Rues et débarcadères, est, sur sa motion, référée au Comité de finances :

Résolu que le trésorier paie, sur le mandat du contrôleur, à Martin, Graham, Davis et McLanathan, la somme de treize cent-soixante-seize piastres et vingt-cinq cents pour réparations et travaux faits aux quais et levées du Quatrième District, d'après les ordres du voyer.

Sur motion de M. Bailey, les pétitions de Mme Honora Gorman et P. Carmody, relatives au contrat de Maurice Gorman, décédé, sont référées au Comité de finances, ensemble avec une lettre de cette date sur le même sujet.

Mr. Barthe, au nom du comité des réclamations, présente le rapport et la résolution qui suivent, et les réglements étant suspendus, ils sont lus une seconde fois et adoptés unanimement sur appel nominal—M. Lanata ayant été excusé de ne pas voter.

Le Comité des réclamations rapporte en faveur de rembourser à J. Lanata et à D. Berkinger les sommes assessées contre eux par erreur sur le tableau des taxes, et présente la résolution suivante :

JNO A. WATKINS
L. BARTHE
THOS. G. MACKEY,
D. B. FORBES.

Résolu que le Contrôleur émette un mandat sur le trésorier en faveur de J. Lanata pour la somme de vingt piastres, et en faveur de D. Berkinger, pour la somme de sept piastres et cinquante cents, pour erreur de taxes qui leur avaient été chargées.

M. Stetson, au nom du Comité de Police, présente les rapports et les résolutions qui suivent, et les réglements étant suspendus, ils sont lus une seconde fois et adoptés :

Le Comité de Police, auquel avait été référée la plainte de G. Lobrano, contre l'assistant wharfinger Holliday, rapporte qu'il ne croit pas que le Conseil ait aucune compétence à ce sujet ; et que les employés de la ville ne sont nullement sujets à être reprimandés par le conseil, quand il s'agit de leurs relations individuelles. En conséquence, il demande à être déchargé de toute nouvelle considération à ce sujet.

H. G. STETSON,
J. LANATA,
S. W. PHILBRICK.

Le comité de Police, auquel avaient été référés le 27 Juillet dernier, le préambule et la résolution de M. McCormack abolissant les marques actuelles de la police, et établissant à leur place des masses, etc., demande à rapporter contre et à être déchargé de toute considération à ce sujet :

H. G. STETSON,
J. LANATA,
S. W. PHILBRICK.

Résolu que permission soit et demeure accordée à Eugène Jonte de construire une boutique de serrurier et de machiniste dans la rue St-Jean Baptiste, entre les rues de la Course et de l'Orange, pourvu qu'elle soit faite conformément aux ordonnances à ce sujet

Résolu que la femme de Jacob Reitz, aliénée et indigente, soit et demeure déclarée digne de l'Asyle des Aliénés de Jackson.

Le rapport et la résolution qui suivent, présentés par M. Stetson, au nom du même comité, sont lus deux fois sur dispense des règles et adoptés :

Le comité de Police, auquel avait été référée la pétition de P. Kirwin, demandant qu'on le payât pour avoir enterré une personne pauvre, rapporte en faveur de cette demande, car c'est la négligence seule des autorités compétentes qui sont cause qu'il ne soit pas encore payé. Nous présentons la résolution suivante :

H. J STETSON,
J. LANATA,
S. W. PHILBRICK.

Résolu que le Trésorier paie sur le mandat du Contrôleur, à Patrick Kirwin, la somme de dix-sept piastres pour diverses dépenses encourues par lui en enterrant une personne indigente.

L'appel nominal réclamé sur la motion d'adopter définitivement le rapport et la résolution qui précèdent, donne le résultat suivant :

OUI—MM. Andrews, Bailey, Barthe, Forbes, Lanata, Lusto, McCormack, Philbrick, Place, Siewerssen, Stetson, Summers, Sykes, Watkins et Willson—15.

NON—MM. Mackey—1.

M. Stetson, au nom du comité de Police, présente un rapport et une résolution au sujet de l'enlèvement de deux nuisances dans la rue du Chêne-Vert, dans le quatrième District, et infligeant une amende de vingt-cinq piastres par jour pendant la période qu'on maintiendra ces nuisances, etc., après qu'avis aura été donné à ce sujet.

Les règlements étant suspendus, et les dits rapports et résolutions ayant été lus une seconde fois—

M. Place propose d'amender en effaçant la partie relative à l'amende de vingt-cinq piastres par jour, etc.—ce qui prévaut ; et le rapport et la résolution ainsi amendés, sont adoptés comme suit :

Le comité de Police—auquel avait été référée la pétition de divers citoyens et propriétaires du quatrième District, se plaignant de la cour à sécher des peaux dans la rue Septième entre les rues du Laurier et Chêne-Vert, et d'un autre établissement dans la même rue, où l'on dépose du vieux suif, de la graisse et autres articles que vendent et consomment les fabriquants de savon —demande à rapporter que déjà l'attention de ce Conseil a été appelée sur ce sujet par le Commissaire des Rues, dans son dernier rapport. De plus, le comité a examiné ces établissements, et déclare que ce sont des nuisances intolérables, et vraiment nuisibles aux intérêts des propriétaires et des résidents d'alentour. En conséquence, comme il serait sage de les enlever immédiatement, votre comité vous présente la résolution ci-jointe :

H. G. STETSON,
J. LANATA,
S. W. PHILBRICK.

Résolu que le Commissaire des Rues soit et demeure autorisé à faire cesser dans les quinze jours qui suivront l'adoption définitive de cette resolution, les nuisances causées par la cour à sécher des peaux dans la rue Septième, entre les rues du Laurier et Chêne-Vert, occupée par A. De Lesparre, ainsi que celles provenant de l'établissement tenu par Valentin Stahl, dans la même rue, pour le dépôt ou la vente de suif, graisse, etc., etc., les dits établissements étant déclarés nuisibles.

M. Willson, au nom du comité des Prisons et Maisons de Cour, présente la résolution suivante, et les règlements étant suspendus, elle est lue une seconde fois et adoptée unanimement sur appel nominal :

Résolu que le Gardien de la Maison de Cour soit et demeure autorisé à faire réparer à neuf toutes les différentes salles où siègent les Cours de District, et cela, sous la surveillance des Comités des Prisons et Maisons de Cours de ce Conseil.

M. Willson, au nom du comité de la Maison de Refuge, présente la résolution suivante qui, sur dispense des règles, est lue une seconde fois et adoptée unanimement sur appel nominal :

Résolu que la somme de deux mille piastres soit et demeure appropriée à l'usage de la Maison de Refuge, payable sur le mandat du Contrôleur, en faveur du Trésorier de la Ville, à de telles époques et pour de telles sommes que le Bureau des Commissaires de la Maison de Refuge pourra le désirer.

ORDRE DU JOUR.

Le rapport et les résolutions au sujet de l'augmentation des cadres de la police, et autorisant certaines réparations aux divers Corps-de-Gardes, sont à l'ordre du jour, mais, sur motion, sont renvoyés à la prochaine séance.

Le message du Maire, en date du 9 Juillet dernier, renvoyant la résolution abrogeant l'ordonnance passée par le Conseil de l'ex-Première Municipalité, autorisant le Maire à vendre à l'encan le privilège de construire un chemin à coulisse à travers la rue Claiborne et autres rues, lequel message, à la date susdite, fut déposé sur le bureau jusqu'à nouvel ordre, est à l'ordre du jour ; mais, sur motion de M. Mackey, il est référé au comité Judiciaire.

Les résolutions suivantes, présentées par M. Willson le 15 du courant, sont à l'ordre du jour ; aussi, sont-elles lues et adoptées unanimement sur appel nominal :

Résolu que le Trésorier paie sur le mandat du Contrôleur, deux mille cent piastres, pour montant des provisions consommées à la Maison de Travail de la Ville pendant les mois de juillet et août derniers.

Résolu que le Trésorier paie, sur le mandat du Contrôleur, quatre cents piastres pour montant dû pour matériaux, bois de charpente, huile, etc., pour l'usage de la Maison de Travail.

La résolution suivante, présentée le 16 du courant par M. Sykes, est appelée à sa seconde lecture, et adoptée unanimement sur appel nominal :

Résolu que le Voyer soit et demeure autorisé à employer un nombre additionnel d'ouvriers—mais qui, bien entendu, n'excèdera pas cinquante—pour les placer sur la Levée du premier District, et leur faire remblayer les travaux d'encaissement avec de la terre, aussi promptement que les contractants compléteront leurs travaux sur les quais.

Sur motion de M. Stetson, la plus ample considération des affaires à l'ordre du jour est renvoyée à la prochaine séance.

RÉSOLUTIONS, ETC.

La résolution suivante, présentée par M. Stetson, est lue deux fois, sur dispense des règlements, et adoptée :

Résolu que la somme de trois cents piastres soit et demeure appropriée comme fonds casuel à l'usage des comités du Conseil de Ville, et le Contrôleur est autorisé à émettre des mandats sur le Trésorier à la requête des divers comités, pour le paiement de toutes dépenses de frais de voyage, encourus par les dits comités.

L'appel nominal, réclamé sur l'adoption définitive de la résolution qui précède, donne le résultat suivant :

OUI—MM. Andrews, Bailey, Barthe, Dolhonde, Forbes, Lusto, McCormack, Philbrick, Stetson, Sykes, Watkins et Willson—12.

NON—MM. Mackey, Place et Summers—3.

M. Bailey présente la résolution suivante pour être prise en considération plus tard :

Résolu que le Commissaire des Rues soit et demeure autorisé à faire entourer les terrains appartenant à la ville et situés dans l'îlet borné par les rues Peydras, Gravier, New-Levee et Fulton.

La résolution suivante, présentée par le même membre, est lue deux fois sur dispense des règlements et adoptée :

Résolu que le Bureau des Directeurs de la Banque du Commerce de la Nouvelle-Orléans soit respectueusement requis de faire prolonger le tuyau principal qui conduit l'eau dans la rue Hévia jusqu'à la rue Magnolia.

M. Summers présente les résolutions suivantes, qui sont référées au comité des Rues et débarcadères :

Resolu que le Voyer soit et demeure requis de faire remblayer et niveler la place Colliseum convenablement et de faire entourer les arbres de la dite place qui pourraient en avoir besoin.

Résolu que le Commissaire des Rues, sous la direction du Voyer soit et demeure requis de faire abattre toute cette partie de la Levée connue sous le nom de levée de Protection, située sur le chemin de la Félicité et les rues Solis et Melpomène, et de faire déposer la terre qui en proviendra sur les rues d'où elle avait été extraite d'abord pour construire la dite Lévée, ou sur telles autres rues qui pourront en avoir besoin, dans le voisinage ; de faire nettoyer convenablement les fossés du chemin de la Félicité, des rues Terpsichore, Clio, Calliope et Euphrosyne jusqu'au canal de la rue Claiborne ; et de disposer convenablement de la terre que l'on extrait en ce moment du canal de la rue Claiborne.

M. Andrews présente la résolution suivante, pour être prise en considération plus tard :

Résolu que le Conseil des Aldermen soit respectueusement invité à se joindre à ce Conseil, à sa prochaine seance, pour procéder à l'élection des officiers ci-après, soit : Un directeur des Travaux Hydrauliques ; un gardien de la Maison de Travail ; un gardien de la Geôle du second District ; et tels autres officiers qui pourront être requis, ou dont les places seraient vacantes.

Et sur motion, le Conseil s'ajourne à vendredi prochain, le 24 du courant, à six heures P. M.

WALTER H. PETERS, Secrétaire.

ICE—ICE—ICE.

Ice—Ice.

NEW ICE HOUSE,
LEVEE STREET, nearly opposite Messrs. Armstrong, Harris & Co.
Steam up Wharf, and
No. 378 *TCHOUPITOULAS STREET.*

J. STAFFORD & CO.

ORDERS RESPECTFULLY SOLICITED. nov24